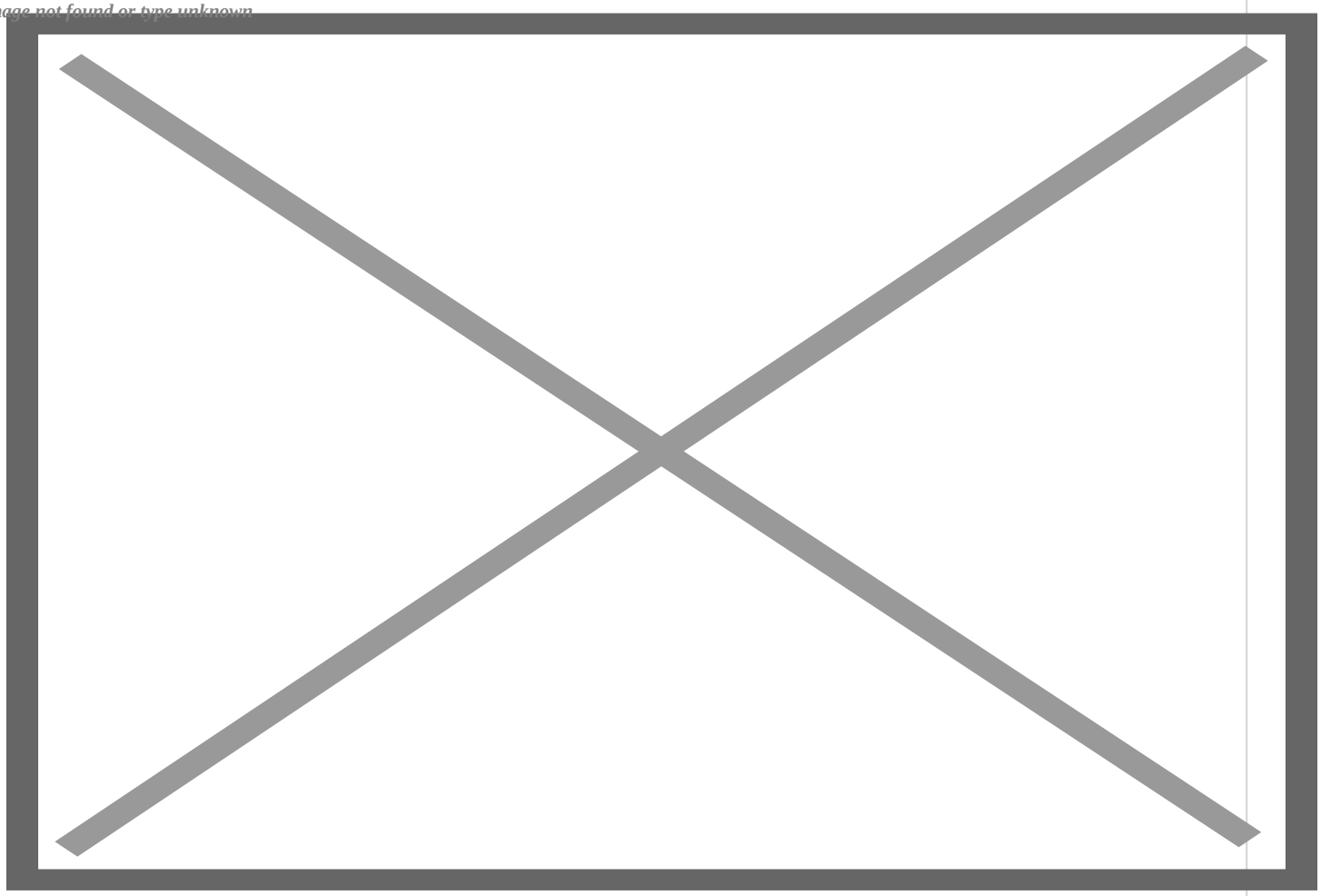
La Namibie, l'Erythrée et l'Afrique du Sud demandent à Washington de mettre fin au blocus contre Cuba

Image not found or type unknown



La Havane, 1 Nov (RHC) Lors de la première des deux journées consacrées à l'analyse de l'impact du blocus des États-Unis contre Cuba à l'Assemblée générale des Nations Unies (AGNU), une cinquantaine

d'orateurs ont pris la parole pour désavouer cette mesure hostile.

La représentante de la Namibie a fait remarquer que plus de 80 % de la population cubaine était née sous les effets du blocus, "et par conséquent, a-t-elle dit, il est impératif que le peuple puisse jouir du progrès de sa nation".

Elle a également dénoncé l'inscription par Washington de la plus grande île antillaise sur sa liste de pays soutenant le terrorisme international.

Elle a affirmé que rien ne justifiait le maintien de Cuba sur cette liste

et a rappelé que le président namibien, Hage Geingob, a récemment déclaré que si les sanctions des États-Unis contre la nation caribéenne, qu'il a qualifiées d'inhumaines, étaient levées, la qualité de vie et le progrès social du peuple cubain s'amélioreraient.

Après avoir rappelé que Cuba avait été aux côtés du peuple namibien dans sa lutte pour l'indépendance, elle a exhorté Washington à entamer avec La Havane un dialogue fondé sur l'égalité des États et le respect de la souveraineté, en vue d'un avenir meilleur pour les deux États.

Pour sa part, l'ambassadrice de l'Érythrée auprès des Nations unies, Sophia T. Mariam, a décrit le blocus économique, commercial et financier imposé par le gouvernement américain à Cuba depuis plus de 60 ans comme une honte pour le multilatéralisme.

Au nom du groupe des Amis de la Charte, elle a déclaré que le siège de La Havane constitue l'une des violations les plus graves, prolongées et systématiques du droit international et de la Magna Carta des Nations unies.

Elle a souligné que, malgré les appels répétés à son élimination, les effets de cette politique unilatérale sur le peuple cubain se sont intensifiés ces dernières années afin de saper la révolution.

Elle a rappelé que 30 résolutions adoptées par cet organe n'ont pas suffi à la lever, "30 années au cours desquelles le message a été très clair : le peuple cubain a le droit de construire son propre avenir, libre de toute ingérence et de toute oppression".

Elle a averti que chaque jour qui passe et où le blocus persiste est un embarras pour l'autorité morale de cette organisation.

Entre-temps, la représentante sud-africaine a exhorté Washington à tenir compte de l'appel quasi unanime des États membres des Nations unies à mettre fin au blocus de Cuba, qui, selon elle, a entravé le droit au développement de ce pays.

Elle a ajouté que cette mesure constituait une violation du droit international et des principes inscrits dans la Charte des Nations unies.

"Par conséquent, a-t-elle souligné, l'Afrique du Sud appelle indéfectiblement les États-Unis à lever les sanctions et à opter pour un dialogue constructif avec Cuba.

Elle a souligné que le blocus a causé de nombreuses difficultés à Cuba, notamment des pénuries de produits de base tels que la nourriture, le carburant et les médicaments.

Au cours de son intervention, la représentante sud-africaine a souligné que la désignation de Cuba par les États-Unis comme sponsor du terrorisme, ainsi que la pleine application de la loi extraterritoriale Helms-Burton (qui a codifié le blocus), compromettent encore davantage les possibilités de relations commerciales de Cuba avec des pays tiers.

S'adressant à l'assemblée plénière, la diplomate a rappelé que le gouvernement et le peuple de son pays reconnaissent les sacrifices consentis par les Cubains qui, a-t-elle dit, ont offert leur vie dans la lutte pour la libération de l'Afrique du Sud.

(Sources : Prensa Latina)

---

https://www.radiohc.cu/fr/noticias/nacionales/338160-la-namibie-lerythree-et-lafrique-du-sud-demandent-a-washington-de-mettre-fin-au-blocus-contre-cuba

Radio Habana Cuba